

## Appel à Projets Prévention des déchets

Mise en place d'une  
récupération de  
Textiles, Linges et  
Chaussures en vue de  
leur  
réutilisation/réemploi  
2023 – 2028



## SOMMAIRE

<b>Identification de la Collectivité</b>	<b>4</b>
<b>Contexte et enjeux</b>	<b>6</b>
<b>PARTIE 1 : MODALITÉS DE CONSULTATION</b>	<b>8</b>
1. Objet de l'appel à projets	8
2. Déroulement de la consultation	9
3. Structures éligibles	9
4. Éligibilité des projets	10
5. Calendrier de l'AAP	10
6. Dépôt des dossiers	11
7. Détail du Volet 1 – déploiement des colonnes de tri des TLC sur le domaine public, collecte et tri en vue de leurs réemploi/réutilisation	12
Caractéristiques de la future convention ( <i>cf. annexe 3 : convention type</i> )	13
Modalités de mise en œuvre	13
Critères de sélection – Volet 1	18
8. Détail du Volet 2 – innovation, réemploi et réparation	20
Critères de sélection volet 2	20
Taux d'intervention et dépenses éligibles	21
9. Glossaire	23
10. Contact	23
<b>PARTIE 2 – CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE</b>	<b>24</b>
<b>Annexes</b>	<b>25</b>

Le présent dossier comprend deux parties :

- La première partie précise les modalités de consultation de l'appel à projet
- La deuxième partie précise le contenu du dossier que le candidat est invité à fournir et qui représentera son dossier de candidature.

## Identification de la Collectivité

La Métropole Aix-Marseille Provence est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui regroupe 92 communes d'un seul tenant et compte plus de 1 850 000 habitants. Elle s'appuie sur deux niveaux décisionnels :

- Le conseil de la Métropole qui a en charge les compétences stratégiques métropolitaines et les actions transversales globales. Il délibère le Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés ;
- Les conseils de Territoire qui exercent par délégation du conseil métropolitain, les compétences opérationnelles définies par la loi. Ils valident et mettent en œuvre les actions du Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés.

Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 a fixé les limites des 6 territoires de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, en regroupant les communes sur les périmètres des EPCI fusionnés :

- Marseille Provence (CT1)
- Pays d'Aix (CT2)
- Pays Salonais (CT3)
- Pays d'Aubagne et de l'Étoile (CT4)
- Istres-Ouest Provence (CT5)
- Pays de Martigues (CT6)

# MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

- TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE
- TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
- TERRITOIRE DU PAYS SALONNAIS
- TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ÉTOILE
- TERRITOIRE ISTRES OUEST PROVENCE
- TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES



Figure 1 : les 6 territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Retrouvez les Territoires sur le site internet de la Métropole : <https://www.ampmetropole.fr/les-conseils-de-territoire-de-la-metropole-aix-marseille-provence>

## Contexte et enjeux

Comme prévu à l'article L541-15-1 du code de l'environnement, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré le 19 octobre 2017, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA), approuvé lors du conseil de Métropole du 19 décembre 2019. Ce plan s'inscrit dans le Plan climat-air-énergie métropolitain et définit 4 axes de travail :

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements ;
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des déchets d'activités économiques sur le territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées ;
- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Axe 4 : Donner une seconde vie aux produits et objets.

### [Télécharger le plan de prévention des déchets ménagers et assimilés](#)

Le Plan de prévention PMPDMA est la première étape de l'objectif 2035 d'une Métropole zéro déchet zéro gaspillage.

Il a pour objectif de réduire de 10 % le ratio annuel des déchets ménagers et assimilés par habitant en 2025 par rapport à 2015, en cohérence avec les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets qui prévoit de réduire de 10% la production de l'ensemble des déchets.

La Métropole, **via l'action 4-2 « promouvoir le réemploi/réutilisation des textiles »**, souhaite ainsi :

- Baisser le volume de textiles non triés dans les Ordures Ménagères
- Participer au développement d'une filière créatrice d'emplois en favorisant le réemploi des TLC qui seront récupérés.

Elle permettra également de participer à la dynamique d'économie circulaire du territoire, à l'économie sociale et solidaire et à la création d'une filière de réemploi/réutilisation des textiles sur la Métropole.

Elle offrira également aux habitants la possibilité de donner une seconde vie à leurs vêtements et d'acquérir à moindre coûts des textiles d'occasion.

Suite au précédent appel à projets 2018-2022, la Métropole Aix-Marseille Provence et les communes ont contractualisé avec deux opérateurs de tri pour la mise à disposition du domaine public.

**Ainsi, fin 2020, les habitants de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont près de 700 points de récupération à disposition pour donner leurs textiles, dont près de 500 sur le domaine public, soit un point pour 2500 habitants.**

Ces points de récupération sont constitués majoritairement de colonnes d'apport volontaire installées sur le domaine public (70%), mais également de colonnes d'apport volontaire implantées sur le domaine privé et de vestiaires d'associations.

En 2020, malgré la crise sanitaire, les 2 opérateurs conventionnés ont ainsi pu collecter 2400 tonnes de TLC dont **1660 tonnes sur le domaine public.**

Les tonnages collectés sur les domaines privés et public correspondent à un ratio de **1,2kg/hab/an.**

L'objectif inscrit dans le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés est d'atteindre **2.6 kg/hab./an** en 2025 grâce au déploiement de nouveaux points et à une communication cohérente sur l'ensemble du territoire tout en maillant le territoire pour atteindre 1 point pour 2 000 habitants en milieu urbain et 1 point pour 1 500 habitants en dehors.

Cette première étape permettra d'atteindre in fine l'objectif de la moyenne nationale qui est de **3,7 kg/hab/an** (source Refashion – rapport d'activité 2020).

Par cet appel à projets la Métropole souhaite renforcer le maillage du territoire en points de récupération des textiles et accroître la part de textiles détournés des ordures ménagères.

In fine, l'objectif visé de cet appel à projet est de développer une véritable filière du réemploi des Textiles Linges et Chaussures sur le territoire métropolitain.

# PARTIE 1 : modalités de consultation

## 1. Objet de l'appel à projets

Les projets soutenus contribueront à l'objectif d'une Métropole Zéro Déchet Zéro Gaspillage à l'horizon 2035 et seront analysés à l'aune des enjeux pour la Métropole.

Ces projets pourront concerner :

### **Volet 1 : déploiement des colonnes de tri des TLC sur le domaine public, collecte et tri en vue de leurs réemploi/réutilisation**

Le candidat proposera un projet de déploiement des colonnes de tri des TLC sur le domaine public, collecte et tri en vue de leurs réemploi/réutilisation. Il précisera le ou les zones géographiques sur lequel il développera son projet (**cf. allotissement géographique en annexe 1**).

Il précisera les moyens humains et techniques nécessaires à son projet.

Les gestionnaires du domaine public (la Métropole ou les communes) **mettront à disposition le domaine public** pour l'implantation de colonnes TLC selon les conditions détaillées ci-après.

### **Volet 2 : le développement de projets innovants permettant de réemployer/réparer les TLC<sup>2</sup>**

**Ce volet concerne uniquement les territoires de Marseille-Provence et du Pays d'Aix.**

Ce volet vise à soutenir les projets innovants et expérimentaux présentant un fort potentiel de reproductibilité et concourant de façon concrète aux objectifs du PMPDMA.

Les projets peuvent concerner par exemple : la création d'une friperie, le développement d'ateliers d'upcycling de TLC ou de coutures, dressing partagé, la réduction des textiles sanitaires, ...

Le candidat précisera les moyens humains et techniques nécessaires à son projet, ainsi que le budget détaillé.

---

<sup>2</sup> Ce volet ne soutiendra pas la création ou le développement de centres de tri des TLC.



Le présent appel à projets<sup>3</sup> vaut procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester, conformément aux dispositions des procédures de publicité et de mise en concurrence menée selon les règles fixées par les articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

## 2. Déroulement de la consultation

Les candidats intéressés devront déposer un dossier complet de candidature auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence selon les conditions décrites dans le présent appel à projets.

**Chaque candidat devra transmettre son dossier de candidature comprenant les pièces administratives et la note technique détaillant son projet (cf. partie 2).**

Une audition pourrait être organisée pour avoir une meilleure compréhension technique des projets.

Les projets complets seront analysés par un **jury** composé notamment d'élus.

Pour le Volet 1, une fois le ou les opérateurs retenus sur chacune des zones géographiques proposées, des conventions d'implantation de ces équipements (un modèle de convention par zone géographique) seront proposées avec le versement d'une redevance d'occupation du domaine public au gestionnaire du domaine (commune ou Métropole).

A tout moment de la procédure et même après information des porteurs de projets retenus, la Métropole pourra déclarer la présente procédure sans suite pour motif d'intérêt général.

## 3. Structures éligibles

Peuvent candidater à cet appel à projets :

- les entreprises,
- les associations,
- les entreprises de l'Économie sociale et solidaire (ESS), telles que définies par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 (les coopératives et les sociétés commerciales qui recherchent une utilité sociale et qui, aux termes de leurs statuts, remplissent les conditions définies dans l'article 1 de la loi n° 2014-856)

---

<sup>3</sup> L'appel à projets est « une procédure de mise en concurrence d'opérateurs privés par des personnes publiques sur la base d'un document leur fixant des objectifs à atteindre, qui leur laisse l'initiative de leur contenu et de leur mise en œuvre »

Les entreprises devront être immatriculées en France à la date de dépôt du dossier.

Les structures candidates devront avoir une existence juridique à la date de dépôt du dossier.

## 4. Eligibilité des projets

L'éligibilité des projets sera vérifiée selon les axes suivants :

- Le candidat doit être le coordinateur du projet compétent et légitime par rapport aux axes du projet, aux objectifs et au territoire concerné.
- Localisation : le projet doit être mis en œuvre sur les territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence en précisant si nécessaire le ou les zones concernées.
- Les projets, les entités porteuses ainsi que leurs éventuels partenaires doivent être en conformité avec la réglementation.
- Les projets dont l'objectif unique et principal est la sensibilisation des habitants ne seront pas retenus dans le cadre de cet appel à projets.

## 5. Calendrier de l'AAP

<b>Lancement de l'AAP</b>	<b>Jeudi 21 avril 2022</b>
<b>Date limite de dépôt des dossiers</b>	<b>Lundi 30 Mai 2022</b>
<b>Jury</b>	<b>Jeudi 30 juin 2022</b>
<b>Signature des conventions</b>	Au fur et à mesure
<b>Démarrage des projets</b>	A partir du <b>1<sup>er</sup> janvier 2023</b> Et une fois la convention signée

## 6. Dépôt des dossiers

Les dossiers sont à déposer **en ligne sur le site internet métropolitain plateforme de l'innovation** :

<https://innovation.ampmetropole.fr>

Si toutefois vous ne pouvez pas déposer en ligne, vous pouvez envoyer par courrier un dossier papier (**cachet de la poste faisant foi**) à l'adresse suivante :

Métropole Aix Marseille Provence  
Direction Stratégie Déchets - service plan de prévention des déchets et économie  
circulaire  
BP 48014 -13567 Marseille Cedex 02

Dans les deux cas, vous devez transmettre obligatoirement une copie par courriel à [christelle.deblais@ampmetropole.fr](mailto:christelle.deblais@ampmetropole.fr)

## 7. Détail du Volet 1 – déploiement des colonnes de tri des TLC sur le domaine public, collecte et tri en vue de leurs réemploi/réutilisation

L'Appel à projet constitue un préalable obligatoire à la sélection d'opérateurs qui exerceront, sous leur responsabilité et sous les seules conditions contractuelles imposées pour la conservation du Domaine, une activité d'intérêt général sur le domaine public portant sur la récupération et le réemploi, réutilisation ou recyclage des textiles issus des ménages sur la Métropole Aix-Marseille Provence grâce au déploiement de points d'apport volontaire fournis, installés sur le domaine public et entretenus par l'occupant.

**Chaque gestionnaire de domaine public (la métropole ou les communes) reste décisionnaire sur ces implantations et la signature de la convention.**

Quatre zones géographiques sont définies sur la Métropole (**détails en annexe 1**) :

### Zone A

**Territoire Marseille Provence<sup>4</sup>** (Septème les Vallons, Marseille - 13<sup>ème</sup>, 14<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> arrondissements)

**Territoire du Pays d'Aix**

### Zone B

**Territoire Marseille Provence** (Allauch, Plan de Cuques, Carnoux, Cassis, la Ciotat, Roquefort la Bedoule, Gémenos, Ceyreste, Marseille - 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> arrondissements)

**Territoire du Pays d'Aubagne**

### Zone C

**Territoire du Pays Salonais**  
**Territoire Istres Ouest Provence**

### Zone D

**Territoire Marseille Provence** (Châteauneuf les Martigues, Carry le Rouet, Sausset les Pins, Ensues la Redonne, le Rove, Gignac la Nerthe, St Victoret, Marignane)

**Territoire du Pays de Martigues**

Le candidat précisera sur quelle (s) zone(s) il souhaite développer son projet.

La liste des points d'apports volontaires présents sur le domaine public sont en **annexe 2** (source Refashion - 2021).

<sup>4</sup> Retrouvez le détail des Territoires sur le site internet de la Métropole : <https://www.ampmetropole.fr/les-conseils-de-territoire-de-la-metropole-aix-marseille-provence>

## Caractéristiques de la future convention (cf. annexe 3 : convention type)

Pour les territoires du Pays d'Aix, Pays Salonais, Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Istres Ouest Provence et Pays de Martigues, l'occupation du domaine public sera consentie dans le cadre d'une convention d'occupation du Domaine Public avec les communes.

Pour le territoire Marseille Provence<sup>5</sup>, les déchetteries de la Métropole, les parkings relais et les zones d'activités métropolitaines, l'occupation du domaine public sera consentie dans le cadre d'une convention d'occupation avec la Métropole.

Les titulaires s'engageront par la signature d'une convention fixant les obligations de chacun et les conditions de partenariat.

La convention est conclue à compter de sa notification et prendra fin au **31/12/2028**.  
La convention est conclue à titre précaire, temporaire et révocable et peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties.

L'occupation donnera lieu au versement d'une redevance d'occupation du domaine public (**RODP, cf. article 4 de la convention jointe**).

Les titulaires retenus devront vérifier les montants des RODP auprès des responsables du domaine public.

Les emplacements des colonnes sur le domaine public seront fournis dans une liste, avec les coordonnées GPS de chaque colonne, par chaque occupant. Cette liste servira de base (évolutive) pour le calcul de la RODP.

## Modalités de mise en œuvre

### Description des modalités d'occupation du domaine public

#### **Les gestionnaires du domaine public sont :**

- La Métropole Aix-Marseille Provence, pour le territoire « Marseille-Provence » (CT1)<sup>(3)</sup>, les déchetteries, les parkings relais et les Zones d'Activités Economiques métropolitaines ;
- les communes, pour les autres territoires de la Métropole.

Les conventions signées entre le gestionnaire du domaine public, la Métropole et l'opérateur retenu préciseront la zone concernée ainsi que le rôle de l'occupant.

Le gestionnaire du domaine public autorisera l'occupant à réaliser les activités suivantes en relation avec les équipes « déchets » des territoires concernés :

---

<sup>5</sup> Sous réserve des évolutions des compétences dues à la loi dite « 3DS » n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale

1. Recherche et proposition d'emplacements appropriés pour la mise en place de points d'apport volontaire sur le domaine public en accord avec le conseil de territoire et le gestionnaire du domaine public (commune ou Métropole),
2. Gestion des demandes d'autorisation d'occupation du domaine public. Chaque responsable de son domaine public reste décisionnaire sur ces implantations,
3. Installation et entretien des colonnes d'apport volontaire « Textiles » sur le territoire concerné,
4. Collecte et acheminement du gisement capté par des véhicules adaptés,
5. Suivi qualitatif et quantitatif du gisement capté,
6. Envoi du gisement vers les filières de valorisation et de recyclage respectant la réglementation en cours.

Ces opérations sont à assurer par l'occupant sur tout le domaine public quelles que soient les difficultés d'intervention.

La mise en œuvre des colonnes sur le domaine public se fera progressivement, en phase avec le retrait des anciennes colonnes, si changement d'occupant, et les délais de signature des conventions par le gestionnaire du domaine public.

### **Implantation des colonnes TLC**

Les emplacements des colonnes TLC peuvent être :

- Les emplacements actuels **(cf. annexe 2)**  
Les colonnes TLC dans le cadre de ces nouvelles conventions devront être installées en priorité sur les emplacements actuels ;
- A proximité des Points d'Apports Volontaires (PAV) de tri des déchets ménagers ;
- Sur des nouveaux emplacements publics à valider par les gestionnaires de l'espace public ;
- Sur des emplacements à valider avec les services de la Métropole, tels que les déchetteries, les Zones d'Activités Métropolitaines, les Pôles d'échanges multimodaux métropolitains, ....

L'occupant peut également proposer des nouveaux emplacements sur le domaine public qui seront soumis pour validation à la Métropole ou aux communes.

### **Implantation ponctuelle :**

Le gestionnaire de l'espace public peut demander au candidat la pose d'un ou plusieurs conteneurs ponctuellement lors d'évènements ou manifestations dont il est l'organisateur ou le partenaire.

## **Caractéristiques des colonnes TLC**

Les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose des colonnes seront assumés par les candidats.

Le candidat doit s'assurer de la sécurité de l'ensemble du dispositif (modules difficilement déplaçables par les usagers, accès intérieur sécurisé, impact du mobilier de protection sur les véhicules).

Les ouvertures des modules doivent être protégées par un système de fermeture permettant de protéger les TLC triés des intempéries. Par ailleurs, elles doivent empêcher la récupération des TLC dans les modules par les usagers.

La cinématique de ces systèmes d'ouverture et de fermeture doit permettre d'éviter tout risque de heurt avec l'utilisateur.

Le candidat devra proposer des colonnes avec une sécurité renforcée pour certaines implantations problématiques définies en amont avec le gestionnaire de l'espace public.

## **Habillage des colonnes**

Les occupants ne pourront apposer ni diffuser de publicité sur les conteneurs installés. Seule sera autorisée l'apposition de leur logo dans des dimensions raisonnables, les consignes de tri (nature des marchandises récupérée, ...), ainsi que les obligations de communication de l'éco-organisme Re fashion.

[demande de conventionnement et modalités de signalétique Refashion](#)

<https://refashion.fr/pro/fr/d%C3%A9tenteur-de-points-d%E2%80%99apport-volontaire>

Cette signalétique intégrera également le logo de la Métropole Aix-Marseille Provence, un éventuel QR Code et la mention du site internet [www.dechets.ampmetropole.fr](http://www.dechets.ampmetropole.fr) ou de tout autre site internet demandé par la Métropole.



Le candidat proposera l'habillage de la face avant du conteneur intégrant l'ensemble de ces recommandations, qui sera validé par la Métropole. Puis, il habillera l'ensemble des nouvelles colonnes avec cette signalétique. Pour les anciennes colonnes, il déploiera cette

signalétique dans un délai de 6 mois afin d'harmoniser au plus vite l'information aux usagers.

Cela permettra de bien identifier les colonnes TLC dont l'installation sur le domaine public a été autorisée. Cela permettra également de mieux informer les habitants sur les consignes de tri afin d'optimiser le réemploi et la réutilisation.

### **Pose et dépose des colonnes TLC**

Il ne pourra prétendre à aucune indemnité quelle qu'elle soit dans le cas où, à la demande des communes ou de la Métropole, l'occupant devrait déposer ou modifier les colonnes installées.

La pose et la dépose des colonnes à l'expiration de la convention d'occupation du domaine public sont à la charge de l'occupant. La mise en œuvre des colonnes sur le domaine public se fera progressivement, en phase avec le retrait des anciennes colonnes, si changement d'occupant, et les délais de signature des conventions par le gestionnaire du domaine public.

Le candidat doit préciser dans sa candidature le rythme de déploiement de ses colonnes (nombre de colonne/mois).

Les travaux de pose et de dépose seront conduits avec toutes précautions utiles afin de ne provoquer aucun dommage à la voirie ni aux ouvrages des services et concessionnaires. Si pour quelque motif que ce soit, des dégâts étaient occasionnés à ces ouvrages, ils seraient réparés aux frais exclusifs de l'occupant.

La présence des colonnes TLC ne doit occasionner aucune gêne à la sécurité des usagers de la voie publique et limiter au maximum la gêne à leur circulation.

### **Entretien et maintenance**

L'entretien et la maintenance des colonnes sur la voie publique sont à la charge de l'occupant.

L'entretien et la maintenance couvrent notamment les actions de maintenance préventive et de maintenance curative (nettoyage après souillure, dégraffitage, désaffichage, l'enlèvement, le remplacement des pièces détachées et des colonnes dégradées ainsi que l'enlèvement des textiles usagés qui seraient déposés aux abords des conteneurs).

La maintenance mécanique doit assurer le bon fonctionnement des conteneurs. Elle concerne l'état de :



- de la signalétique
- du système d'ouverture
- de la trappe de dépose

### **Exploitation**

L'occupant est en charge du ramassage des textiles et doit prendre toutes les mesures dissuasives visant à lutter contre les intrusions et le pillage de ses colonnes.

Par ailleurs, l'exploitant veille à maintenir les lieux dans un état sanitaire satisfaisant. À cet égard, il assure le vidage des colonnes à une fréquence suffisante pour limiter la saturation, éviter les débordements des conteneurs, les dépôts en vrac au pied de ceux-ci et plus particulièrement le risque de pillage.

Le candidat proposera un outil de suivi accessible par le gestionnaire. Cet outil sera de préférence informatique via un extranet par exemple. Il permettra notamment de suivre les tonnages par points d'apports volontaires.

### **Agrément et assurance**

Le candidat devra être déclaré auprès de l'éco-organisme Re-fashion en tant que détenteur de PAV (Points d'Apports Volontaires).

Les TLC collectés devront être envoyés vers un centre de tri conventionné avec l'éco-organisme Re Fashion.

Lien vers le site de Refashion : <https://refashion.fr/pro/fr/op%C3%A9rateur>

L'occupant souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, toutes les assurances nécessaires à l'exercice de ses activités sur le domaine public ainsi que les risques d'accidents liés à la présence et à l'exploitation des colonnes sur les espaces qui lui seront mis à disposition.

### **Rapport annuel et filières de valorisation**

Dans le cadre du suivi du Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés, le candidat présentera un rapport annuel détaillant :

- les tonnages par communes (en tonnes)
- les performances de collecte en kg/habitant avec comparaison aux données du lot géographique géré par l'occupant ainsi qu'aux performances nationales.
- le nombre de colonnes par communes
- le taux d'équipement en points de récupération des textiles (domaine public et privé) de l'occupant,

- les difficultés rencontrées et les pistes d'amélioration
- la répartition des TLC triés par filière (réemploi, valorisation, ...) **en %**
- les destinations géographiques des TLC triés (Métropole Aix-Marseille Provence, Région PACA, France, Europe ou hors Europe) **en %**
- les perspectives de développement pour l'année n+1

## Critères de sélection – Volet 1

La Métropole analysera les projets au regard des items techniques suivants, non hiérarchisés ni pondérés, permettant d'apprécier la capacité à assurer l'objet du projet, les modalités proposées pour son exécution, à savoir :

### **1. Cohérence du projet avec les objectifs du Plan de Prévention des Déchets métropolitain**

- Un maillage cohérent du territoire en point de récupération des textiles sur les domaines privé et public  
*(fournir le rythme de déploiement de nouvelles colonnes : en nombre de colonnes/mois ; et le délai de remplacement des colonnes)*
- Une capacité du ou des centres de tri TLC pour accueillir au minimum les objectifs de tonnages 2025 pour la zone concernée par le projet du candidat  
*(fournir la liste du ou des centres de tri agréés par l'éco-organisme et leurs capacités)*
- Le ou les projets du candidat pour favoriser le réemploi local  
*(décrire le ou les actions de réemploi existant ou en projet),*
- Les partenariats envisagés avec les acteurs du territoire, et notamment les associations et ressourceries du territoire  
*(préciser le nom et la nature des partenariats.)*  
*(préciser vos modalités de récupération de l'écramé des associations du territoire.)*

### **2. Modalités de mise en œuvre :**

- **Les modalités** de collecte des textiles permettant d'éviter la saturation et les débordements des conteneurs et d'optimiser les tournées de collecte de façon à réduire la gêne pour la circulation sur la voie publique,
- **Les modalités** pour assurer le bon état d'entretien et de maintenance ainsi que la sécurité du parc de conteneur,
- **Les Moyens humains et matériels** mobilisés,
- **Le nombre de colonnes** que le candidat prévoit de déployer par an :
  - Sur le domaine public

- Sur le domaine privé

*Le candidat pourra fournir les références des collectivités avec lesquelles il a déployé un projet similaire.*

*Le candidat précisera s'il est à même de participer à des événements du territoire, des animations ponctuelles.*

### **3. Impacts économique et social du projet / intégration du projet dans la stratégie économique du porteur de projet**

- Enjeu du projet pour le développement de la structure
- Viabilité financière du projet à terme
- Nombre et nature d'emplois directs ou indirects susceptibles d'être maintenus ou créés du fait de l'action, qui vont intervenir pour ce projet.  
*(préciser la répartition des emplois en insertion par rapport au nombre total de salariés en %)*
- Les éléments justifiant de la prise en compte de la dimension sociale et solidaire dans le cadre du projet proposé.

## 8. Détail du Volet 2 – innovation, réemploi et réparation

### **Ce volet concerne uniquement les territoires de Marseille-Provence et du Pays d'Aix**

Ce volet vise à soutenir les projets innovants et expérimentaux présentant un fort potentiel de reproductibilité et concourant de façon concrète aux objectifs du PMPDMA.

Via ces projets, la Métropole souhaite participer au développement d'une filière qui favorise le réemploi des TLC dans une dynamique d'économie circulaire. Ces projets proposeront ainsi aux habitants la possibilité de donner une seconde vie à leurs vêtements et d'acquérir à moindre coûts des textiles d'occasion.

Les projets peuvent concerner par exemple : la création d'une friperie, le développement d'ateliers d'upcycling de TLC ou de coutures, dressing partagé, la réduction des textiles sanitaires, ...

Le candidat précisera les moyens humains et techniques nécessaires à son projet, ainsi que le budget détaillé.

Les aides maximums seront de **10 000 €** par an par projet lauréat.

La convention sera de **3 ans** maximum soit jusqu'au 31/12 /2025.

### **Critères de sélection volet 2**

#### **1. Cohérence et pertinence du projet avec les objectifs du Plan de Prévention des Déchets métropolitain**

- Potentiel estimé de réduction des TLC issus des ménages : objectif de tonnages/an du candidat (en kg ou en tonnes), estimation de la part réemployée/réparée/réutilisée(%), ...
- débouchés envisagés,
- localisation du projet (par rapport au maillage existant du territoire),
- organisation mise en place afin d'optimiser l'efficacité du réemploi,

#### **2. Impacts économique et social du projet / intégration du projet dans la stratégie économique du porteur de projet**

- Enjeu du projet pour le développement de la structure
- Viabilité financière du projet à terme

- Nombre et nature d'emplois directs ou indirects susceptibles d'être maintenus ou créés du fait de l'action et répartition des emplois en insertion (en%)

### 3. Caractère exemplaire et novateur du projet

- Le projet développe un nouveau concept ou le projet développe un concept encore inexistant sur le territoire métropolitain
- Le projet est reproductible ou transférable, de façon à pouvoir ultérieurement être déployé à plus grande échelle sur la métropole

Le projet sera également apprécié au regard de la contribution à une dynamique de territoire (lien et synergies avec d'autres acteurs du territoire), au développement de circuits courts et de proximité, ...

### Taux d'intervention et dépenses éligibles

**Taux maximum** d'intervention qui sera appliqué sur les dépenses éligibles retenues :

	Objectifs des aides	Activités économiques		Activités non économiques (associations, ...)
		Micro et petite entreprise	Moyenne entreprise	
Aides au fonctionnement	Financement d'études et d'accompagnements nécessaires au projet.	70 %	70 %	80 %
	Financement de moyens humains nécessaires au projet.			
	Financement d'actions de sensibilisation, de communication, information, conseil, animation et formation, permettant de mettre en œuvre le projet de réemploi / réutilisation des TLC.			

6

Exemples de dépenses éligibles :

- animation, sensibilisation des habitants
- communication (visuel, ...)
- prestations externes
- ...

Dans le tableau ci-dessus, il faut entendre activité économique au sens du droit communautaire. Les taux d'intervention seront appliqués aux montants des dépenses prévisionnelles éligibles retenues qui pourront être inférieurs aux coûts totaux des projets lauréats. La participation financière de la Métropole s'inscrira dans le cadre du système d'aides internes en vigueur ainsi que des règles de financement de l'Union Européenne (notamment règles des minimis), pour un montant d'aides maximums de 10 000 €/projet.

Les aides apportées doivent respecter le cumul des aides publiques et sont attribuées dans la limite des crédits disponibles et sous réserve de disposer d'un dossier de demande de subvention complet.

### **Convention :**

- Pour les projets d'une durée inférieure ou égale à un an la convention définira la participation financière de la collectivité pour la réalisation du projet ;
- Pour les projets d'une durée supérieure à 1 an et au maximum de 3 années, une convention de partenariat sera signée pour la durée du partenariat mais les subventions annuelles seront validés chaque année par la Métropole.

## 9. Glossaire

**Points de récupération des textiles** : colonnes d'apport volontaire sur domaine public + domaine privé + vestiaire d'association ;

**Textiles** : Tous vêtements et chaussures usagés, linges de maison et maroquinerie issus des ménages.

Sont exclus de la récupération des « textiles » :

- les matelas, sommiers, moquettes, toiles cirées ;
- les chiffons usagés et souillés ;

**Gestionnaire du domaine public** :

- Pour le territoire Marseille Provence ainsi que les zones d'activités métropolitaines, les déchetteries ainsi que les parking relais et pôles d'échanges multimodaux, le gestionnaire du domaine public est la Métropole Aix-Marseille Provence.
- Pour les autres territoires le gestionnaire est la commune où sont implantées les colonnes concernées.

**Réemploi** : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus.

**Préparation en vue de la réutilisation** : toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement.

**Réutilisation** : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.

## 10. Contact

Pour toutes questions et échanges préalables, vous pouvez contacter :

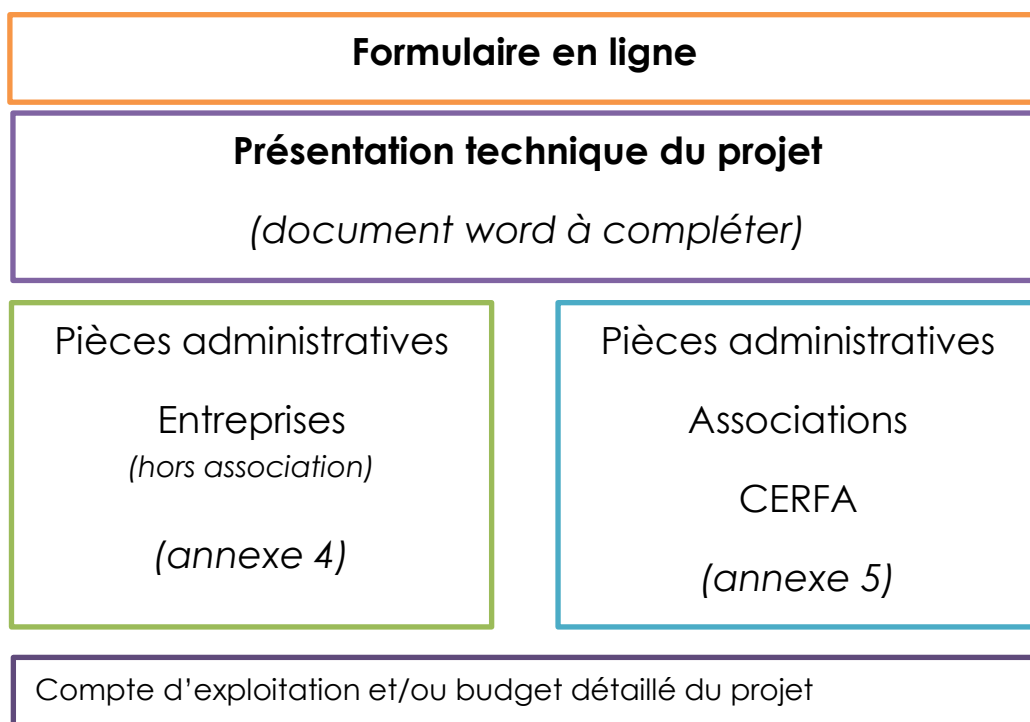
Christelle DEBLAIS

Direction de la Stratégie Déchets/Service Plan de prévention des déchets et économie circulaire

Tel : 07.60.74.56.31

[Christelle.deblais@ampmetropole.fr](mailto:Christelle.deblais@ampmetropole.fr)

## PARTIE 2 – Contenu du dossier de candidature



La candidature comprend les documents suivants :

### 1. Le formulaire en ligne

<https://innovation.ampmetropole.fr/4-les-appels-a-innovation.htm>

Le candidat devra compléter le formulaire en ligne sur le site de [la plateforme de l'innovation](#). Si toutefois il souhaite déposer une demande papier, il devra demander le formulaire à compléter à [christelle.deblais@ampmetropole.fr](mailto:christelle.deblais@ampmetropole.fr)

Le candidat devra bien détailler les éléments techniques (*méthodologie, modalités de mise en œuvre, moyens humains et financiers, ...*) de son projet dans le cadre de réponse du formulaire en ligne.

### 2. Les pièces administratives et les éléments financiers :

Les pièces administratives à joindre au dossier sont détaillées dans le CERFA (pour les associations) ou en annexe (pour les entreprises et entreprises de l'ESS). Pour les informations



techniques des renvois pourront être réalisés vers le formulaire en ligne pour éviter les doublons.

### Eléments financiers :

**Volet 1** : un compte d'exploitation prévisionnel permettant d'apprécier la viabilité du projet proposé et la capacité du porteur de projet à faire face à ses engagements de paiement des Redevances d'Occupation du Domaine Public sur la période de la convention (détail des charges d'exploitation du point de vue des moyens matériels et humains affectés au projet, des frais de structure.... ou tous éléments permettant de juger de la viabilité du projet proposé).

**Volet 2** : le budget détaillé de votre projet.

Vous devez compléter les pages 18 à 22 du CERFA (*annexe 5*)

## Annexes

- **Annexe 1** : Allotissement géographique
- **Annexe 2** : Liste des points d'apport volontaire existants sur le domaine public (*source Refashion*)
- **Annexe 3** : Modèle convention occupation du domaine public
- **Annexe 4** : Liste des pièces administratives exigées à minima au moment du dépôt du dossier pour les entreprises
- **Annexe 5** : CERFA pour les associations
- **Annexe 6** : les aides des partenaires (ADEME, Refashion, Région)

## ANNEXE 1 : Allotissement géographique

		2019		Les objectifs à atteindre			
		colonnes	tonnages	Nombre de colonne <b>1/2000 hab</b> (zone urbaine)	Nombre de colonne <b>1/1500 hab</b> (hors zone urbaine)	Obj du Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés (2019-2025) <b>2,6kg/hab/an</b>	moyenne nationale <b>3,7 kg/hab. /an</b> (2019) <i>source : rapport d'activité REFASHION 2020</i>
<b>Zone A</b>	<b>Territoire Marseille Provence</b> (Septème les Vallons, Marseille - 13è, 14è, 15è et 16è) <b>Territoire du Pays d'Aix</b>	195	644	328	437	1704	2425
<b>Zone B</b>	<b>Territoire Marseille Provence</b> (Allauch, Plan de Cuques, Carnoux, Cassis, la Ciotat, Roquefort la Bedoule, Gémenos, Ceyreste, Marseille - 1er, 2è, 3è, 4è, 5è, 6è, 7è, 8è, 9è, 10è, 11è, et 12è) <b>Territoire du Pays d'Aubagne</b>	200	587	413	550	2146	3054
<b>Zone C</b>	<b>Territoire du Pays Salonais</b> <b>Territoire Istres Ouest</b> <b>Provence</b>	129	718	124	165	646	918
<b>Zone D</b>	<b>Territoire Marseille Provence</b> (Chateuneuf les Martigues, Carry le Rouet, Sausset les Pins, Ensues la Redonne, le Rove, Gignac la Nerthe, St Victoret, Marignane) <b>Territoire du Pays de Martigues</b>	100	133	82	109	426	607

## **ANNEXE 2**

### **Liste des points d'apport volontaire existants sur le domaine public**

---

*(source Refashion)*

## **ANNEXE 4**

### **Liste des pièces administratives exigées à minima au moment du dépôt d'un dossier de candidature**

#### **Entreprises**

---

#### ***(hors associations<sup>7</sup>)***

Toute candidature doit nécessairement comporter les pièces suivantes :

- Une attestation sur l'honneur signée de la personne dûment habilitée à engager l'organisme :
  1. certifiant que l'organisme est régulièrement déclaré ;
  2. qu'il est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales, parafiscales et fiscales ainsi que de cotisations et paiements correspondants ;
  3. certifiant la véracité des informations contenues dans le dossier ;
  4. précisant le régime de TVA applicable ;
- Les codes NAF, URSSAF et numéro de SIRET de l'organisme ;
- Le relevé d'identité bancaire ou postal de l'organisme en conformité avec les actes et documents justifiant de l'existence juridique de l'organisme ;
- Une copie des actes et documents justifiant de l'existence juridique de l'organisme (extrait Kbis, ...) ;
- La copie du dernier bilan, compte de résultat et annexes financières. Si l'organisme n'est pas en capacité de fournir ces documents, joindre en lieu et place une lettre signée de la personne dûment habilitée à engager l'organisme en expliquant les raisons ;

#### **Et en plus pour le volet 2 uniquement :**

- Une lettre de demande de subvention, datée et signée par la personne dûment habilitée à engager l'organisme. Cette lettre précise l'objet de la demande et indique le montant sollicité ;
- une attestation certifiant le montant des subventions publiques perçues sur les trois derniers exercices fiscaux (dont l'exercice en cours) et spécifiant pour chaque année les montants par financeur et distinguant pour l'année en cours les aides attribuées des aides déjà versées ;

---

<sup>7</sup> Les associations doivent compléter le CERFA en annexe de l'AAP

- Une attestation sur l'honneur signée de la personne dûment habilitée à engager l'organisme :
  - s'engageant à respecter les dispositions du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain et ses annexes (31 juillet 2020)<sup>8</sup>;
  - s'engageant à informer la Métropole dès notification d'une subvention publique concernant le projet
  - et certifiant ne pas avoir commencé le projet avant le dépôt du dossier de demande
- Une déclaration des aides publiques perçues au titre du règlement relatif aux aides « de minimis »
- Ainsi que **le budget détaillé de votre projet**. Vous devez compléter les pages 15, 16 et 17 du CERFA (annexe 6)

---

<sup>8</sup> <https://deliberations.ampmetropole.fr/documents/metropole/deliberations/2020/07/31/RAPPORTDELACOMMISSION/C0BSM.pdf>

## **ANNEXE 5**

### **CERFA (pour les associations)**

---

## ANNEXE 6

### les aides des partenaires

---

#### REFASHION

<https://refashion.fr/pro/fr/op%C3%A9rateur>

Pour bénéficier des soutiens de l'éco-organismes, vous devez être conventionnés en tant que détenteur de points d'apports volontaires ou opérateurs de tri

Les conditions d'éligibilité au conventionnement sont :

#### **Détenteur de Point d'Apport Volontaire (DPAV) :**

Le conventionnement vous engage ainsi à :

- Apposer la signalétique harmonisée sur vos Points d'Apport Volontaire (adresses de collecte)
- Déclarer trimestriellement le tonnage collecté et la destination de ces tonnages
- Déclarer annuellement le tonnage collecté par adresse
- Effectuer une mise à jour régulière de vos adresses via l'extranet

#### **Opérateurs de tri :**

- Être une entité juridique propre

Votre centre de tri doit être en conformité avec les règles de protection de l'environnement (règlementation I.C.P.E 2714 soumettant au régime de déclaration les sites dont le volume de stock dépasse 100 m3 ou d'autorisation d'exploitation les sites dont le volume de stock dépasse 1 000 m3)

- Assurer la traçabilité "amont" (y compris la collecte) et "aval" (y compris l'export) des tonnes triées
- Garantir la transparence financière de ses comptes vis-à-vis Refashion.

Sur la totalité de vos déchets TLC d'origine France et entrés au Tri :

Au moins 90% des déchets TLC doivent faire l'objet d'une valorisation matière (Export, boutique, Recyclage).

Au moins 20% des déchets de TLC doivent faire l'objet d'un recyclage (Effilochage et/ou essuyage).

5% maximum des déchets de TLC peuvent faire l'objet d'une élimination (stockage ou incinération sans valorisation énergétique).

En 2021, les soutiens étaient de 80€/tonnes à destination de réutilisation/réemploi ou de 180€ / tonnes à destination du recyclage.

## **CONSEIL REGIONAL SUD - PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**

**Le cadre d'intervention régional « autonomie des bassins de vie en matière de gestion des déchets »** précise les modalités de soutien selon les axes des projets (bénéficiaires éligibles, dépenses éligibles, objectifs, ...).

[https://www.mareregionsud.fr/fileadmin/user\\_upload/Annexe\\_Rapport\\_Strategie\\_Regionale\\_cadre\\_intervention\\_VF.pdf](https://www.mareregionsud.fr/fileadmin/user_upload/Annexe_Rapport_Strategie_Regionale_cadre_intervention_VF.pdf)

De plus, dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région, **des appels à projets** sont lancés régulièrement :

<https://www.mareregionsud.fr/aides-et-appels-a-projets>

## **ADEME PACA**

La Direction régionale de l'ADEME en Provence-Alpes-Côte d'Azur soutient vos projets autour du réemploi, de la réparation et de la réutilisation.

<https://paca.ademe.fr/actualites/toute-l-actualite#reemploi-reparation-reutilisation>

<https://paca.ademe.fr/>

## **FRANCE ACTIVE PACA**

<https://franceactive-paca.org/>